

RCS : AGEN

Code greffe : 4701

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de AGEN atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

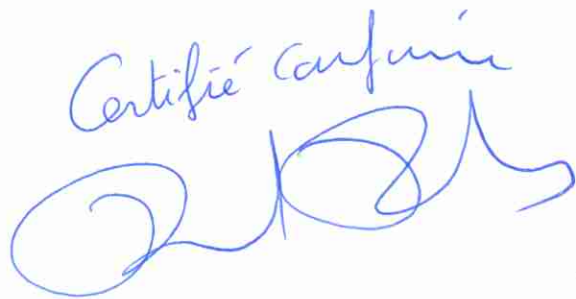
Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2000 B 50145

Numéro SIREN : 433 900 024

Nom ou dénomination : A.T.J.

Ce dépôt a été enregistré le 25/09/2023 sous le numéro de dépôt 4439

Certifié conforme


ATJ SAS

Société par Actions Simplifiée

Capital de 3.040.000 €

Siège Social : 2 rue du Pont de Garonne

47400 TONNEINS

RCS Agen 433 900 024

PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 25 juillet 2023

L'an deux mille vingt-trois,

Le 25 juillet

A 14h00,

Les associés de la Société par actions simplifiée « ATJ » au capital de 3.040.000 € divisé en 304.000 actions ordinaires de 10 € de nominal chacune, se sont réunis au siège social, sur convocation du Président.

Monsieur Daniel DUCLOS préside la réunion en sa qualité de Président,

Madame Françoise DUCLOS est désignée comme secrétaire.

Monsieur Sébastien BONNEFONT, représentant la SAS CABINET AVIANO ET ASSOCIES, Commissaire aux comptes, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les associés présents ou représentés possèdent 304.000 actions sur les 304.000 actions ayant le droit de vote.

Il est rappelé que, conformément à l'article 10 des statuts, en cas de démembrement de la propriété des actions, les associés détenant l'usufruit représentent valablement les associés détenant la nue-propriété.

Le Président de l'Assemblée constate que l'Assemblée Générale, réunissant plus des deux tiers des actions ayant le droit de vote, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président rappelle que l'assemblée est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Réduction du capital social par voie de rachat par la Société de 31.600 de ses propres actions en vue de leur annulation.
- Dispense d'offre d'achat.
- Modification des articles 6 et 7 des statuts sous condition suspensive.
- Pouvoirs au Président pour réaliser l'opération, modifier les statuts en conséquence et accomplir les formalités requises.
- Pouvoirs pour les formalités.

Le Président dépose sur le bureau de l'assemblée :

- La copie de la lettre de convocation adressée à chaque associé,
- La copie de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes
- Le rapport du président sur la réduction de capital proposée,
- Le rapport du Commissaire aux comptes sur la réduction du capital,
- Le texte des résolutions proposées aux associés,

Le Président rappelle ensuite que le rapport du Président sur la réduction du capital proposée, ainsi que le rapport du commissaire aux comptes sur la réduction du capital, et le texte des résolutions proposées à l'assemblée, ont été envoyés aux associés plus de quinze jours avant la date de tenue de la présente assemblée.

Le Président fait ensuite lecture des différents rapports, et présente le texte des résolutions qu'il propose à l'assemblée générale, la discussion s'engage entre les associés, et personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION Réduction de capital

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, décide, sous la condition suspensive de l'absence d'opposition des créanciers, de réduire le capital social de 3.040.000 Euros à 2.724.000 Euros par voie de rachat de 31.600 actions appartenant à :

- Madame Françoise DUCLOS 31.600 actions

en vue de leur annulation et agréé, en tant que de besoin, la cession des 31.600 actions de Madame Françoise DUCLOS à la Société.

Le prix de rachat est fixé à environ 4,11 € par action, soit 130.000 € pour les 31.600 actions.

La différence entre la valeur nominale des actions rachetées et le prix de rachat sera inscrit sur un compte de capitaux propres analogue à celui des primes d'émission ou d'apport

Le rachat des actions et leur annulation seront effectués et constatés par une décision du Président, à l'issue du délai d'opposition des créanciers.

Les actions rachetées seront annulées conformément à la loi et aux règlements et ne donneront pas droit au dividende mis en distribution au titre de l'exercice en cours lors de la réduction du capital.

L'assemblée prend acte du fait que, s'agissant d'une réduction de capital inégalitaire, celle-ci doit être approuvée à l'unanimité par tous les associés de la Société.

Après en avoir délibéré, cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés.

DEUXIEME RESOLUTION

Dispense d'envoi des offres d'achat aux associés

L'Assemblée Générale, constatant que la réduction de capital objet de la résolution précédente a été adoptée à l'unanimité, ne vise que parties des actions de l'associé y indiqué, et que les actions de la société sont nominatives, décide de dispenser le Président d'adresser à chacun des associés l'offre de rachat prévue par l'article R.225-153 du Code de commerce, ce afin de raccourcir les délais de réalisation du rachat d'actions, de leur annulation et de la réduction de capital y afférente.

Après en avoir délibéré, cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés.

TROISIEME RESOLUTION

Modification des articles 6 et 7 des statuts sous conditions suspensives

L'Assemblée Générale décide, sous la condition suspensive de l'absence d'opposition des créanciers et de la réalisation définitive de la réduction du capital social par rachat des actions et leur annulation, constatés par décision du président, objets de la première résolution, de modifier les articles 6 et 7 de la façon suivante :

- L'article 6 – Apports est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« ARTICLE 6 - APPORTS

- *Lors de la constitution, Monsieur Daniel DUCLOS a apporté à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit 17 472 actions qu'il possède dans la SA ACCES FINANCE pour un montant total de trois millions d'euros (3 000 000 euros).*

Ces biens ont été estimés à la somme de trois millions (3 000 000) euros au vu d'un rapport en date du 15 décembre 2000 établi par Monsieur Dominique CORNIER, commissaire aux apports choisi parmi les commissaires aux comptes inscrits et désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce de Marmande en date du 08 décembre 2000.

REMUNERATION DES APPORTS EN NATURE

Les apports d'un montant estimé à 3 000 000 euros seront rémunérés par l'attribution de 300 000 actions de 10 euros chacune de la SAS A.T.J. à titre de constitution de capital, sans prime d'apport.

DECLARATIONS FISCALES

- En matière de plus-value

Les parties entendent se soumettre à l'article 150 O B du CGI prévoyant le sursis d'imposition de la plus-value.

Les parties déclarent qu'il n'y a pas de soulte.

Le report d'imposition est également subordonné à la condition que les apporteurs en fassent la demande et déclarent le montant de la plus-value.

- En matière de droits d'enregistrement

L'apport est exonéré de droits d'enregistrement en vertu de l'article 810 bis du CGI.

- *Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 9 juin 2008, le capital social a été augmenté d'une somme de 40 000 euros pour être porté de 3 000 000 euros à 3 040 000 euros.*
- *Aux termes d'une décision du Président du _____, le capital social a été réduit de 316.000 Euros pour être ramené à 2.724.000 Euros.*

Soit au total, une somme de 2.724.000 € (deux millions sept cent vingt-quatre mille euros), correspondant à 272.400 (deux cent soixante-douze mille quatre cents) actions de 10 Euros chacune, souscrites et libérées en totalité. »

- L'article 7 – Capital social est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 2.724.000 euros.

Il est divisé en 272.400 actions de 10 euros chacune, intégralement libérées, de même catégorie. »

Après en avoir délibéré, cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés.

QUATRIEME RESOLUTION Pouvoirs au Président

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Président aux fins d'acquérir les actions présentées au rachat dans les conditions et les limites qui viennent d'être fixées, d'en payer le prix à Madame Françoise DUCLOS et de réaliser la réduction de capital décidée sous la première résolution, dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de ce jour et de procéder à la modification corrélative des statuts conformément aux troisième et quatrième résolutions.

Après en avoir délibéré, cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés.

CINQUIEME RESOLUTION Pouvoirs pour les formalités
--

En conséquence de ce qui précède, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt, d'enregistrement, de publicité et autres qu'il appartiendra.

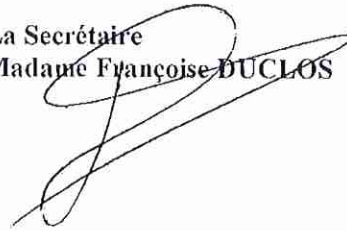
Après en avoir délibéré, cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés.

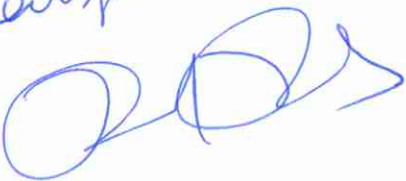
Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'ensemble des associés ou leur représentant.

Le Président
Monsieur Daniel DUCLOS

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. DUCLOS', written in a cursive style.

La Secrétaire
Madame Françoise DUCLOS

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'F. DUCLOS', written in a cursive style.

Cartifié Carline


ATJ SAS

Société par Actions Simplifiée

Capital de 2.724.000 €

Siège Social : 2 rue du Pont de Garonne

47400 TONNEINS

RCS Agen 433 900 024

DECISION DU PRESIDENT DU 23 AOÛT 2023

LE PRESIDENT RAPPELLE :

1. Qu'aux termes d'une délibération en date du 25 juillet 2023, l'assemblée générale extraordinaire des associés :
 - A décidé de réduire le capital social de 3.040.000 euros à 2.724.000 euros par voie de rachat de 31.600 actions appartenant à Madame Françoise DUCLOS sur les 63.200 actions qu'elle détient, le prix ayant été fixé à environ 4,11 euros par action de 10 euros de valeur nominale, soit un prix total de 130.000 euros.
 - A dispensé, à l'unanimité, le Président d'adresser des offres d'achat aux associés, la décision de réduire le capital par l'achat de 31.600 actions d'un associé ayant été prise à l'unanimité pour des actions nominatives ;
 - A modifié les articles 6 et 7 des statuts sous la condition suspensive de la réalisation définitive de ladite réduction du capital;
 - A conféré tous pouvoirs au Président à l'effet de procéder au rachat des actions susvisées, à leur annulation et à réaliser cette opération de réduction de capital et à la modification des statuts décidée.
2. Qu'un exemplaire du procès-verbal de la délibération susvisée a été déposé le 28 juillet 2023 au Greffe du Tribunal de commerce d'Agen.
3. Qu'à la date du 21 août 2023, soit à l'expiration du délai de vingt jours prévu à l'article R.225-152 du Code de commerce, aucune opposition n'a été reçue par le Tribunal de commerce d'Agen, conformément au certificat de non opposition établi par ledit Tribunal.

LE PRESIDENT A PROCEDE AUX CONSTATATIONS ET PRIS LES DECISIONS SUIVANTES :

Conformément aux pouvoirs conférés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 25 juillet 2023, et par ordre de mouvement du 23 août 2023, la Société a procédé au rachat des actions suivantes :

– Madame Françoise DUCLOS 31.600 actions

Total : 31.600 actions

En conséquence, les 31.600 actions rachetées sont annulées à compter de ce jour et, conformément à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire visée dans l'exposé préalable, le capital social est réduit à la somme de 2.724.000 euros et les modifications apportées aux articles 6 et 7 des statuts sont définitives.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par le Président.

Fait à Tonneins,

Le 23 août 2023

En trois exemplaires dont un pour le Greffe et un pour l'enregistrement

Le Président

Monsieur Daniel DUCLOS



A.T.J.

Société par actions simplifiée
Au capital de ~~2724000~~ 2724000 Euros
Siège social : 2 rue du Pont de Garonne
47400 TONNEINS
433 900 024 RCS AGEN

STATUTS

Statuts mis à jour suite aux décisions du Président du 23 Aout 2023

Pour Copie Certifiée Conforme
Le Président



LE SOUSSIGNE :

Monsieur DUCLOS Daniel

né le 10 septembre 1962 à TONNEINS (47)

Demeurant 14 cours de l'Abbé Lanusse

47400 TONNEINS

de nationalité française.

**A ÉTABLI AINSI QU'IL SUIT LES STATUTS D'UNE SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
QU'IL A DECIDE D'INSTITUER :**

**TITRE I
FORME - OBJET - DENOMINATION
SIEGE SOCIAL - DUREE**

ARTICLE 1 - FORME

La société est une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions légales applicables à cette forme sociale, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne publique.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

- la prise de participation dans toutes sociétés françaises ou étrangères, quels que soient leur objet et leur activité ;
- la gestion de titres et de valeurs mobilières, l'investissement pour son compte ou pour celui de tiers par tous procédés que ce soit, et notamment par voie d'acquisition, d'augmentation de capital, absorption ou fusion ;
- la gestion de son propre patrimoine, tant mobilier qu'immobilier, et de tout patrimoine, quelle que soit sa composition, appartenant à toute personne physique ou morale ;
- prestations de services ;
- et généralement, toutes opérations commerciales, mobilières, immobilières, industrielles ou financières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes susceptibles d'en faciliter le fonctionnement ou le développement.

Le tout, tant pour elle que pour le compte de tiers, ou en participation, sous quelque forme que ce soit, par voie de création de sociétés de souscription, de commandite, de fusion ou

d'absorption, d'avance, d'achat ou de location de tout ou partie de ses biens et droits mobiliers ou immobiliers ou par tout autre mode.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la société est : **A.T.J.**

Sur tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 2 rue du Pont de Garonne 47400 TONNEINS.

Il peut être transféré en tous lieux par décision de l'associé unique.

Si la société vient à comporter plusieurs associés, le transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe est décidée par le président. Dans tous les autres cas, le transfert du siège social résulte d'une décision collective des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 50 ans, sauf cas de prorogation ou dissolution anticipée.

Le décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés.

TITRE II APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS TRANSMISSION DES ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

- Lors de la constitution, Monsieur Daniel DUCLOS a apporté à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit 17 472 actions qu'il possède dans la SA ACCES FINANCE pour un montant total de trois millions d'euros (3 000 000 euros).

Ces biens ont été estimés à la somme de trois millions (3 000 000) euros au vu d'un rapport en date du 15 décembre 2000 établi par Monsieur Dominique CORNIER, commissaire aux apports choisi parmi les commissaires aux comptes inscrits et désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce de Marmande en date du 08 décembre 2000.

REMUNERATION DES APPORTS EN NATURE

Les apports d'un montant estimé à 3 000 000 euros seront rémunérés par l'attribution de 300 000 actions de 10 euros chacune de la SAS A.T.J. à titre de constitution de capital, sans prime d'apport.

DECLARATIONS FISCALES

- En matière de plus-value

Les parties entendent se soumettre à l'article 150 O B du CGI prévoyant le sursis d'imposition de la plus-value.

Les parties déclarent qu'il n'y a pas de soulte.

Le report d'imposition est également subordonné à la condition que les apporteurs en fassent la demande et déclarent le montant de la plus-value.

- En matière de droits d'enregistrement

L'apport est exonéré de droits d'enregistrement en vertu de l'article 810 bis du CGI.

- Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 9 juin 2008, le capital social a été augmenté d'une somme de 40 000 euros pour être porté de 3 000 000 euros à 3 040 000 euros.
- Aux termes d'une décision du Président du 23 Août 2023, le capital social a été réduit de 316.000 Euros pour être ramené à 2.724.000 Euros.

Soit au total, une somme de 2.724.000 € (deux millions sept cent vingt-quatre mille euros), correspondant à 272.400 (deux cent soixante-douze mille quatre cents) actions de 10 Euros chacune, souscrites et libérées en totalité.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 2.724.000 euros.

Il est divisé en 272.400 actions de 10 euros chacune, intégralement libérées, de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision unilatérale de l'associé unique ou par décision collective des associés.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La Propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registre tenus à cet effet par la société.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la société à tout associé qui en fait la demande.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

L'associé unique ou les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence du montant des apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Nue propriété usufruit

Sauf convention contraire notifiée à la société, les associés détenant l'usufruit d'actions représentent valablement les associés détenant la nue-propriété ; toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les délibérations concernant les décisions collectives ordinaires et extraordinaires à l'exclusion des délibérations requérant l'unanimité en application de l'article L227-19 du code de commerce.

Toutefois, dans tous les cas, l'associé détenant la nue-propriété a le droit de participer aux consultations collectives.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé en l'absence de conventions spéciales entre les parties, selon les dispositions suivantes :

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites, appartiennent à l'associé détenant la nue-propriété.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à usufruit.

L'associé détenant la nue-propriété est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est même réputé d'avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.

L'associé détenant l'usufruit, dans les deux cas, peut alors se substituer à l'associé détenant la nue-propriété pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, l'associé détenant la nue-propriété peut exiger le emploi des sommes provenant de la cession ; les biens ainsi acquis sont soumis à l'usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propriétaire pour la nue-propriété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versements de fonds par le nu-propriétaire ou l'usufruitier,

pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions, nouvelles n'appartiennent au nu-propriétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à l'associé qui a versé les fonds.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé " registre des mouvements ".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les 15 jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

ARTICLE 12 - CESSIION DES ACTIONS

Les cessions d'actions consenties par l'associé unique sont libres.

Si la société vient à comporter deux ou plusieurs associés, les dispositions ci-après relatives à l'agrément des cessions d'actions s'appliqueront de plein droit :

Agrément :

1 - En cas de pluralité d'associés, les actions de la société ne peuvent être cédées, y compris entre associés, qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des associés représentant les 2/3 du capital social.

2 - La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux associés.

3 - La décision des associés sur l'agrément doit intervenir dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la demande visée au point 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4 - Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

a) En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 15 jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

- b) En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai d'un mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant soit par des associés, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'associé cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

TITRE III ADMINISTRATION DE LA SOCIETE CONTROLE - CONVENTIONS REGLEMENTEES

ARTICLE 13 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne morale ou physique, associé ou non de la société. Le président personne morale est représenté par ses dirigeants sociaux.

Le président est nommé par l'associé unique ou par décision collective des associés.

Le premier président est Monsieur Daniel DUCLOS demeurant 14 cours de l'Abbé Lanusse 47400 TONNEINS, associé unique.

Le président est nommé sans limitation de durée.

Le président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés statuant à la majorité prévue à l'article 17 B des présents statuts.

La rémunération du président est fixée par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés.

Le président dirige la société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts à l'associé unique ou aux décisions collectives des associés.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

ARTICLE 14 - COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

ARTICLE 15 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des associés.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, associé unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique. Lorsque l'associé unique n'est pas dirigeant de la société, les conventions conclues par le Président sont soumises à son approbation.

Lorsque la société comporte plusieurs associés, la procédure de contrôle est celle prévue par l'article 227-10, alinéas 1 et 2 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966.

TITRE IV DECISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS

ARTICLE 17 - DECISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS

A - Décisions de l'associé unique

L'associé unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi à la collectivité des associés lorsque la société comporte plusieurs associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

L'associé unique prend les décisions concernant les opérations suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- nomination et révocation du président ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- dissolution de la société ;
- augmentation et réduction du capital ;
- fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- toutes autres modifications statutaires.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Les décisions de l'associé unique sont constatées dans un registre côté et paraphé.

B - Décisions collectives des associés

Si la société comporte plusieurs associés, les seules décisions qui relèvent de la compétence des associés sont celles pour lesquelles la loi et les présents statuts imposent une décision collective des associés. Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du président.

Dans ce cas, les décisions collectives des associés sont prises, sur consultation du président, par l'établissement d'un procès-verbal de décision signé par tous les associés. Le procès-verbal de décision mentionne la communication préalable de l'ensemble des informations et documents permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause.

Sous réserve des décisions requérant l'unanimité en application de l'article 227-19 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 ou des dispositions des présents statuts requérant une majorité spécifique, les décisions collectives sont adoptées à la majorité de plus de la moitié des actions.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

TITRE V EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2001.

ARTICLE 19 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Il établit également les comptes annuels, ainsi que le cas échéant des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe, un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice.

ARTICLE 20 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, ainsi que tous amortissements provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement de 5 % au moins, affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice distribuable est attribué à l'associé unique. Lorsque la société comprend plusieurs associés, la part attribuée aux actions sur ce bénéfice est déterminée par décision collective des associés.

L'associé unique ou la décision collective des associés peut également décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, il peut être décidé d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau.

TITRE VI DISSOLUTION - LIQUIDATION – CONTESTATIONS

ARTICLE 21 - DISSOLUTION – LIQUIDATION

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du Code Civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Lorsque la société comporte plusieurs associés, la dissolution entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et aux décrets pris pour son application.

Le boni de liquidation est reparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 22 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

ARTICLE 23 - NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le premier commissaire aux comptes titulaire, désigné pour six exercices, est :

- La SARL CABINET AVIANO ET ASSOCIES
6 rue Jean-Baptiste Pérès
47000 AGEN

Le premier commissaire aux comptes suppléant, désigné pour six exercices, est :

- Monsieur LACAZE Philippe
7 bis rue Jegun de Marans

47000 AGEN

lesquels ont accepté par avance lesdites fonctions, chacun d'eux précisant dans leur lettre d'acceptation des mandats qu'il n'était dans aucune situation d'incompatibilités ou d'interdictions prévues par la loi.

ARTICLE 24 - ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Les actes accomplis pour le compte de la société, pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 25 - PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés au président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la société dans un journal d'annonces légales et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes autres formalités.
